



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté n°2024/ICPE/221 portant prescriptions complémentaires  
SAS LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT à Aigrefeuille-sur-Maine**

**LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite.

**Vu** le titre VIII du livre Ier du code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** le titre Ier du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019/ICPE/135 du 12 septembre 2019 imposant des prescriptions complémentaires à la SAS LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT pour l'exploitation de son établissement situé à Aigrefeuille-sur-Maine, ZA du haut coin – 9 Rue de l'industrie ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/239 portant prescriptions complémentaires Société LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT ;

**Vu** l'étude des dangers de l'établissement reçue le 02 juillet 2020 et complétée en dernier lieu le 30 avril 2021 ;

**Vu** le guide méthodologique élaboré par l'INERIS et référencé n° DRA-18-171215-05140A, dans sa version de mars 2019, pour la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études de dangers ;

**Vu** l'étude démontrant la résistance au choc des bouteilles en matériaux composites prévue par le guide de l'INERIS référencé n° DRA-18-171215-05140A, en date du 28 avril 2022 et transmise à l'inspection des installations classées le 12 juillet 2022 par voie électronique ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 juin 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la SAS LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT et transmis par courrier recommandé en date du 13 juin 2024 ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par l'exploitant par courriel en date du 21 juin 2024;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement exploité par la SAS LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT sur le territoire de la commune d'Aigrefeuille-sur-Maine est un établissement SEVESO seuil bas ;

**CONSIDÉRANT** que dans son étude de dangers, l'exploitant a présenté une modélisation des phénomènes dangereux liés à un percement des bouteilles de gaz composite par les fourches d'un chariot élévateur ;

**CONSIDÉRANT** que cette étude de dangers est basée sur le guide de l'INERIS pour la prise en compte des dépôts logistiques de bouteilles de GPL dans les études de dangers, référencé n° DRA-18-171215-05140A ;

**CONSIDÉRANT** que ce guide indique pour les phénomènes dangereux liés au percement de bouteilles composites : « *Dans le cas où l'exploitant apporte la démonstration de résistance au choc des bouteilles composites (démontre l'impossibilité de percer les bouteilles) ou l'utilisation de dispositifs spécifiques (chariot à fourches rétractables ou fourches anti-percement ou tout autre dispositif équivalent), le scénario de percement de bouteilles composites par les fourches n'est pas retenu.* »

**CONSIDÉRANT** que l'étude de dangers initiale de l'exploitant n'apportait pas de démonstration de la résistance au choc des bouteilles composites et que cela conduisait à des scénarios majorants de gravité catastrophique et de probabilité E et qu'il avait été considéré que celui-ci devait poursuivre sa démarche de maîtrise des risques ;

**CONSIDÉRANT** qu'en conséquence, l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021 a prescrit la transmission d'une étude technico-économique pour la mise en place de mesures spécifiques destinées à éviter le percement des RAPT en matériaux composites, sous un délai inférieur à six mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral et que ces dispositions ont été reprises à l'article 3.5 ;

**CONSIDÉRANT** qu'à défaut de répondre à la transmission d'une étude technico-économique relative à la mise en place de mesures destinées à éviter le percement des RAPT en matériaux composites tel que prévu par l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2021, l'exploitant a apporté la démonstration de la résistance au choc des bouteilles en matériaux composites prévu par le guide de l'INERIS référencé n° DRA-18-171215-05140A ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient dès lors de modifier l'article 3.5, en supprimant l'obligation de transmission de l'étude technico-économique et en prescrivant à l'exploitant l'obligation d'exploiter son site conformément à l'étude transmise (respect des caractéristiques des bouteilles ; vitesse de circulation sur le site ; nombre de casiers ; caractéristiques des chariots...) ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'intégrer des dispositions spécifiques pour le cas échéant mettre à jour l'étude de percement des bouteilles de gaz composites ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient dès lors de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE I. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES MODIFICATIONS**

---

#### **CHAPITRE I.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT dont le siège social est situé route de Prinquiau, ZI Bonne Nouvelle à Donges 44480, est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations localisée sur le territoire de la commune d'AIGREFEUILLE-SUR-MAINE, 9 rue de l'Industrie – ZA du Haut Coin, sous réserve du respect les prescriptions annexées au présent arrêté préfectoral modifiant les dispositions antérieurement applicables à l'exploitant.

#### **CHAPITRE I.2. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral n°2021/ICPE/239 portant prescriptions complémentaires à la société LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT, en date du 11 octobre 2021 sont remplacées par les dispositions de l'article 3.5 annexées au présent arrêté.

---

### **TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS**

---

#### **CHAPITRE II.1. SANCTIONS**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

#### **CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société LOIRE ENTREPÔTS TRANSPORT, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune d'AIGREFEUILLE-SUR-MAINE.

### CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune d'AIGREFEUILLE-SUR-MAINE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Nantes, le 24 juin 2024**

**LE PRÉFET,**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Pascal OTHÉGUY